ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 24 mars 1983, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat", a donné le 6 juin 1983 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 24e maart 1983 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen" heeft de 6e juni 1983 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, modifié notamment par les arrêtés royaux des 16 mars 1964, 17 septembre 1969, 1er août 1975 et 12 août 1981;".

Aux alinéas 3 et 4, les mots "tel qu'il a été" doivent être supprimés.

Le projet contient des dispositions de nature à entraîner des dépenses nouvelles par rapport au texte soumis initialement au Ministre du Budget. C'est pourquoi celui-ci a été consulté une deuxième fois. Il a donné son accord sur le projet le 27 avril 1983. La date du 14 juillet 1982 est donc à remplacer, à l'alinéa 7, par celle du 27 avril 1983.

DISPOSITIF.

Article 3.

L'alinéa 2 prévoit la possibilité de déroger, par décision motivée, à l'obligation de désigner, pour l'exercice d'une fonction supérieure, les seuls agents qui remplissent les conditions statutaires pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

.../...

La possibilité d'user de cette dérogation ne dispense pas l'autorité de respecter les autres obligations que lui impose l'arrêté en projet.

Les mots "et respectant les dispositions des articles 4 à 10 ci-après" sont inutiles et doivent être supprimés.

Article 7.

Les alinéas 3 et 4 du paragraphe 3 visent, tous deux, l'hypothèse où l'emploi ne peut être attribué à titre définitif pour des raisons indépendantes de la volonté du Ministre.

Dans les deux cas, la prorogation doit être motivée. L'alinéa 3 prévoit simplement une "décision motivée", alors que l'alinéa 4 précise que "la prorogation doit être motivée de façon circonstanciée".

On n'aperçoit pas l'utilité de cette distinction, puisque, dans les deux cas, l'autorité est tenue de constater l'existence du fait qui la met dans l'impossibilité de nommer à titre définitif.

De l'accord du fonctionnaire délégué, il suffit de prévoir une décision motivée dans les deux cas.

L'alinéa 5 doit être scindé. Le texte qui a trait à l'avis du Ministre de la Fonction publique doit constituer un alinéa distinct, à placer à la fin de l'article 7.

Le texte suivant est proposé pour les alinéas 4 et suivants :

.../...

"Si, pour les mêmes raisons, l'emploi n'est pas attribué à titre définitif à l'expiration de la deuxième prorogation, le délai peut, de l'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions, être prorogé une troisième et dernière fois, par décision motivée, pour une période de six mois au plus.

La désignation est maintenue à l'expiration de la troisième prorogation, si l'emploi qui n'a pu être attribué à titre définitif est de ceux dont le titulaire est directement chargé par les lois et règlements d'un pouvoir de décision en matière fiscale, financière ou comptable. Elle prend fin de plein droit lors de l'attribution de l'emploi à titre définitif.

L'avis du Ministre qui a la fonction publique dans ses attributions est donné dans le mois de la réception du projet d'arrêté ministériel de prorogation, auquel sont joints les avis requis. A l'expiration de ce délai, il peut être passé outre".

Article 14.

L'allocation de suppléance est accordée pendant la période initiale de huit mois. Après, vient l'allocation d'intérim.

En cas de désignation d'un agent déjà chargé d'une fonction supérieure, pour exercer une autre fonction supérieure à la première, la période pendant laquelle la première désignation est suspendue n'entre pas en ligne de compte pour l'octroi de l'allocation d'intérim.

Il va de soi que, pendant la période de suspension, l'agent n'a pas droit à l'allocation de suppléance qu'aurait pu lui procurer la première désignation. Dire que la période de

.../...

suspension n'entre pas en compte pour l'octroi de l'allocation de suppléance est superflu. D'accord avec le fonctionnaire délégué, les mots "de l'allocation de suppléance" doivent être supprimés.

Article 17.

La dernière phrase de l'article 17 est inutile. Il va de soi que la confirmation n'est pas une nouvelle désignation mais la continuation d'une décision antérieure.

Pour le surplus, le texte suivant est proposé :

"Article 17.-

§ 1er. Sont abrogés au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi définitivement vacant, lorsque, à cette date, les agents désignés ne remplissent pas les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à cette fonction.

§ 2. Sont abrogés au plus tard six mois après la date de l'entrée en vigueur du présent arrêté, les actes de désignation à l'exercice d'une fonction supérieure dans un emploi momentanément non occupé. Toutefois, ils peuvent être confirmés à l'expiration de ce délai, si l'agent désigné remplit alors les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à cette fonction ou si la désignation a été prorogée dans l'intervalle, conformément à l'article 7, § 2, et par décision motivée".

.../...

Article 18.

L'article règle le sort des agents qui, au jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté en projet, remplissent les conditions statutaires pour être nommés. Leur désignation est confirmée, que l'emploi soit définitivement vacant ou momentanément non occupé.

Il est certain que, si une désignation arrive à son terme le jour où elle doit être confirmée, soit le jour de l'entrée en vigueur de l'arrêté, il n'y aura plus matière à confirmation mais à prorogation, et celle-ci devra avoir lieu dans le respect de l'article 7, § 2 ou § 3, selon le cas. La référence expresse à l'article 7, § 2 ou § 3 pourrait être une source de confusion et elle doit donc être omise.

Le texte suivant est proposé :

"Article 18.

Les désignations d'agents qui, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, remplissent les conditions statutaires requises pour être nommés au grade correspondant à la fonction supérieure sont confirmées.

La confirmation de la désignation dans un emploi définitivement vacant est subordonnée au respect de la condition fixée par l'article 4".

.../...

Article 19.

L'article est rédigé en ces termes :

"Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures. Toutefois, il n'affecte pas la Section V du Chapitre III de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public".

Le dernier alinéa du rapport au Roi donne de l'article le bref commentaire suivant :

"Afin de ne pas mettre en danger le bon fonctionnement de certains services des organismes d'intérêt public, il a fallu assurer le maintien d'un fondement réglementaire à la Section V du Chapitre III de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public".

Le fonctionnaire compétent a fourni au Conseil d'Etat des précisions au sujet de la portée de l'article.

.../...

Dans l'intention du Gouvernement, toutes les dispositions de l'arrêté en projet régiront les désignations pour l'exercice d'une fonction supérieure dans les organismes d'intérêt public visés par l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public. Le Gouvernement entend fonder cette extension du champ d'application de l'arrêté en projet sur l'article 3, § 1er et § 2, de l'arrêté du 8 janvier 1973. En son paragraphe 1er, ledi article 3 énumère, parmi les arrêtés rendus applicables aux agents des organismes d'intérêt public, "5° (1') "arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures"; en son paragraphe 2, l'article porte que "Les dispositions qui modifieraient, compléteraient ou remplaceraient les arrêtés énumérés (au paragraphe 1er) seront applicables de plein droit aux agents des organismes ...".

La justification donnée par le Gouvernement peut être admise. En effet, il y a lieu de considérer l'arrêté en projet comme un arrêté qui remplacera l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures (1). Par conséquent, en vertu de la règle particulière

.../...

---

(1) Sans doute l'arrêté en projet comprend-il, en plus des dispositions relatives à l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures (art. 11 à 16), de nombreuses dispositions ayant trait à la mesure administrative de désignation pour l'exercice de fonctions supérieures (art. 1er à 10). Mais si l'arrêté du 22 juillet 1964 comprenait presque exclusivement des dispositions relatives à l'octroi de l'allocation (art. 1er, 5 à 9), il contenait déjà des dispositions ayant trait à la mesure administrative de désignation (art. 2 à 4).

contenue dans l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 cité plus haut, l'arrêté en projet sera de plein droit applicable aux désignations pour exercice de fonctions supérieures dans les organismes d'intérêt public visés par cet arrêté.

Les considérations qui précèdent expliquent le choix des formules employées à l'article 19 du projet.

1° En sa première phrase, l'article porte que l'arrêté en projet "remplace l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures"; il n'emploie pas la formule usuelle,plus simple, selon laquelle l'arrêté antérieur est "abrogé".

Le texte adopté dans le projet a pour but de faire apparaître qu'il y a lieu à application de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973.

2° En sa seconde phrase, l'article ajoute : "Il (l'arrêté en projet)n'affecte pas la Section V du Chapitre III de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public".

Cette section ne comprend qu'un seul article, l'article 13 qui contient une mesure d'adaptation de l'arrêté royal du 22 juillet 1964.

La seconde phrase de l'article 19 du projet est inutile et il y a donc lieu de la supprimer.

.../...

En effet, si aux termes de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, "les dispositions qui modifieraient, compléteraient ou remplaceraient les arrêtés énumérés (au § 1er), "seront applicables de plein droit aux agents des organismes", ce n'est qu'en dehors des cas où "elles affectent des dispositions qui ont fait l'objet des mesures d'adaptation prévues au présent arrêté". Par conséquent, la mesure d'adaptation contenue dans l'article 13 de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 subsistera nonobstant le remplacement de l'arrêté royal du 22 juillet 1964 par l'arrêté en projet. Au surplus, l'arrêté en projet ne contient pas de règle qui serait en contradiction avec celle qui est énoncée dans ledit article 13.

+

Si le procédé utilisé par le Gouvernement est conforme aux dispositions en vigueur, il entraîne une anomalie sur le plan de la présentation des textes. En effet, l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fera exclusivement référence à l'arrêté royal du 22 juillet 1964, alors que ce dernier arrêté sera remplacé par l'arrêté en projet. Ce manque de concordance entre les textes risque de provoquer des confusions : des organes de gestion des organismes d'intérêt public pourraient ne pas apercevoir qu'ils doivent appliquer les règles nouvelles contenues dans l'arrêté en projet.

Des modifications à la substance des dispositions de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public ne peuvent se faire que selon les règles applicables à la fixation de ce

.../...

statut, notamment selon les règles énoncées à l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et les règles complémentaires.

Mais il paraît logique d'admettre que sans satisfaire à toutes les règles indiquées, le Roi peut apporter au texte de l'arrêté royal du 8 janvier 1973, les modifications requises pour adapter ce texte aux modifications résultant de la combinaison de l'article 3, § 2, de cet arrêté royal du 8 janvier 1973 et de l'adoption d'un arrêté nouveau remplaçant un des arrêtés énumérés au paragraphe 1er du même article. Il s'agit, en ce cas, d'une mise en concordance de pure forme.

Pour assurer une telle mise en concordance, l'article 19 pourrait être complété et être dès lors rédigé comme suit :

"Article 19.-

§ 1er. Le présent arrêté remplace l'arrêté royal du 22 juillet 1964 réglant l'octroi de l'allocation pour exercice de fonctions supérieures.

§ 2. Dans l'arrêté royal du 8 janvier 1973 portant statut pécuniaire du personnel de certains organismes d'intérêt public, sont apportées les modifications suivantes :

"1° L'article 3, § 1er, 5°, est remplacé par les mots : "arrêté royal du ... relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les administrations de l'Etat".

2° L'intitulé de la section V du chapitre III est remplacé par le texte suivant : "Modalités d'application des règles relatives à l'exercice de fonctions supérieures".

3° Le liminaire de l'article 13 est supprimé".

AANHEF.

Het tweede lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, gewijzigd inzonderheid bij de koninklijke besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969, 1 augustus 1975 en 12 augustus 1981;".

In het derde en in het vierde lid moeten de woorden "zoals het gewijzigd werd" worden vervangen door het woord "gewijzigd".

Het ontwerp bevat bepalingen die vergeleken bij de oorspronkelijk aan de Minister van Begroting voorgelegde tekst nieuwe uitgaven kunnen meebrengen. Daarom is de tekst hem een tweede keer voorgelegd. De Minister heeft op 27 april 1983 zijn akkoord gegeven betreffende het ontwerp. Bijgevolg dient in het zevende lid de datum van 14 juli 1982 te worden vervangen door die van 27 april 1983.

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 3.

Het tweede lid voorziet in de mogelijkheid om bij een met redenen omklede beslissing af te wijken van de verplichting om voor het uitoefenen van een hoger ambt, alleen ambtenaren aan te stellen die voldoen aan de statutaire vereisten om tot de met dat ambt overeenstemmende graad te worden benoemd.

.../...

De mogelijkheid om van die afwijking gebruik te maken, ontslaat de overheid niet van de nakoming van de andere verplichtingen die het ontworpen besluit haar oplegt.

De woorden "waarin de bepalingen van de hierna volgende artikelen 4 tot 10 worden nageleefd" zijn niet dienstig en moeten vervallen.

Artikel 7.

Het derde en het vierde lid van paragraaf 3 handelen beide over het geval dat de betrekking niet in vast verband kan worden verleend om redenen buiten de wil van de Minister.

In beide gevallen moet de beslissing tot verlenging met redenen worden omkleed. Het derde lid schrijft alleen een "met redenen omklede beslissing" voor, terwijl het vierde lid het heeft over "de gedetailleerde motivering van de beslissing tot verlenging".

Het nut van dit onderscheid is niet duidelijk, aangezien in de twee gevallen de overheid het bestaan dient vast te stellen van het feit dat haar in de onmogelijkheid stelt in vast verband te benoemen.

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het volstaat in beide gevallen een met redenen omklede beslissing voor te schrijven.

Het vijfde lid moet worden gesplitst. De tekst die betrekking heeft op het advies van de Minister van Openbaar Ambt moet een afzonderlijk lid vormen, aan het slot van artikel 7.

De volgende tekst wordt voorgesteld voor de leden 4 en volgende :

.../...

"Indien de betrekking, om dezelfde redenen, niet in vast verband wordt verleend na het verstrijken van de tweede verlenging, kan de termijn bij een met redenen omklede beslissing een derde en laatste maal voor een periode van ten hoogste zes maanden worden verlengd, op advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort.

Na het verstrijken van de derde verlenging wordt de aanstelling gehandhaafd, indien de betrekking die niet in vast verband kon worden verleend, behoort tot de betrekkingen waarvan de titularis door de wetten en verordeningen rechtstreeks belast is met een beslissingsbevoegdheid in fiscale, financiële of boekhoudkundige aangelegenheden. Zij eindigt van rechtswege wanneer de betrekking in vast verband wordt verleend.

Het advies van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, wordt gegeven binnen een maand na ontvangst van het ontwerp van ministerieel besluit tot verlenging, waarbij de vereiste adviezen worden gevoegd. Na het verstrijken van die termijn mag daaraan worden voorbijgegaan".

Artikel 14.

De plaatsvervangingstoelage wordt toegekend gedurende de beginperiode van acht maanden. Daarna komt de waarnemingstoelage.

Wanneer een ambtenaar die reeds met een hoger ambt is belast, wordt aangesteld om een ander ambt uit te oefenen dat hoger is dan het eerste, wordt voor toekenning van de waarnemingstoelage geen rekening gehouden met de periode gedurende welke de eerste aanstelling geschorst is.

Het spreekt vanzelf dat de ambtenaar gedurende de schorsingsperiode geen recht heeft op de plaatsvervangingstoelage die hij voor de eerste aanstelling zou hebben kunnen krijgen.

.../...

Het is overbodig te zeggen dat de schorsingsperiode niet in aanmerking komt voor toekenning van de plaatsvervangingstoelage. De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat het woord "plaatsvervangingstoelage" wordt weggelaten.

Artikel 17.

De laatste volzin van artikel 17 is niet dienstig. Het spreekt vanzelf dat de bevestiging geen nieuwe aanstelling is maar de voortzetting van een vroegere beslissing.

Voor het overige wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 17.-

§ 1. De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een definitief openstaande betrekking worden opgeheven de dag dat dit besluit in werking treedt, indien de aangestelde ambtenaren op die datum niet voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt.

§ 2. De akten van aanstelling voor het uitoefenen van een hoger ambt in een tijdelijk niet waargenomen betrekking, worden opgeheven uiterlijk zes maanden na de datum van de inwerkingtreding van dit besluit. Zij kunnen evenwel bij het verstrijken van die termijn worden bevestigd indien de aangestelde ambtenaar op dat ogenblik voldoet aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met dat ambt overeenstemt of indien de aanstelling in die tussentijd, overeenkomstig artikel 7, § 2, en bij een met redenen omklede beslissing verlengd is".

.../...

Artikel 18.

Dit artikel treft een regeling voor de ambtenaren die op de dag dat het ontworpen besluit in werking treedt, voldoen aan de statutaire voorwaarden om benoemd te worden. Hun aanstelling wordt bevestigd, ongeacht of de betrekking definitief openstaat dan wel tijdelijk niet waargenomen wordt.

Het staat vast dat indien een aanstelling verstrijkt de dag dat zij moet worden bevestigd, dat is de dag waarop het besluit in werking treedt, er geen reden meer is tot bevestiging, maar tot verlenging, en deze zal dienen te geschieden met inachtneming van artikel 7, § 2 of § 3, naar gelang van het geval. De uitdrukkelijke verwijzing naar artikel 7, § 2 of § 3, zou verwarring kunnen stichten en moet derhalve vervallen.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 18.-

De aanstellingen van ambtenaren die de dag dat dit besluit in werking treedt voldoen aan de vereiste statutaire voorwaarden om benoemd te worden tot de graad die met het hogere ambt overeenstemt, worden bevestigd.

De bevestiging van de aanstelling in een definitief openstaande betrekking is afhankelijk van de naleving van de in artikel 4 gestelde voorwaarde".

.../...

Artikel 19.

Dit artikel luidt :

"Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld. Het doet evenwel geen afbreuk aan Afdeling V van Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut".

Het laatste lid van het verslag aan de Koning geeft de volgende korte toelichting bij het artikel :

"Om de goede werking van sommige diensten van instellingen van openbaar nut niet in het gedrang te brengen, is het onmisbaar Afdeling V van Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut in stand te houden".

De bevoegde ambtenaar heeft aan de Raad van State opheldering verschaft omtrent de draagwijdte van het artikel.

De Regering bedoelt het zo dat alle bepalingen van het ontworpen besluit zullen gelden wat betreft de aanstellingen voor de uitoefening van een hoger ambt in de instellingen van openbaar nut, bedoeld in het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut. De Regering wil die verruiming van het toepassingsgebied van het ontworpen besluit steunen op artikel 3, § 1 en § 2, van het besluit van 8 januari 1973. In de opsomming van de besluiten die van toepassing worden gemaakt op de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut, vermeldt paragraaf 1 van bedoeld artikel 3 : "5° (het) koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de

.../...

uitoefening van hogere functies wordt geregeld"; paragraaf 2 van het artikel luidt : "De bepalingen die de (in paragraaf 1) genoemde besluiten mochten wijzigen, aanvullen of vervangen, vinden van rechtswege toepassing op de ambtenaren van de instellingen ...".

De door de Regering gegeven verantwoording kan worden aangenomen. Het ontworpen besluit dient inderdaad beschouwd te worden als een besluit ter vervanging van het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld (1). Krachtens de bijzondere regel die vervat is in artikel 3, § 2, van het voormelde koninklijk besluit van 8 januari 1973, zal het ontworpen besluit bijgevolg van rechtswege toepassing vinden op de aanstellingen voor de uitoefening van hogere ambten in de door dat besluit bedoelde instellingen van openbaar nut.

De vorenstaande overwegingen verklaren de keuze van de in artikel 19 van het ontwerp gebruikte bewoordingen.

.../...

---

(1) Het ontworpen besluit bevat, naast de bepalingen betreffende de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere ambten (art. 11 tot 16), weliswaar ook talrijke bepalingen die betrekking hebben op de administratieve maatregel van aanstelling voor de uitoefening van hogere ambten (art. 1 tot 10). Maar alhoewel het besluit van 22 juli 1964 bijna uitsluitend bestond uit bepalingen betreffende de toekenning van de toelage (art. 1, 5 tot 9), bevatte het reeds bepalingen die betrekking hadden op de administratieve maatregel van aanstelling (art. 2 tot 4).

1° In zijn eerste volzin bepaalt het artikel dat het ontworpen besluit "het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening van hogere functies wordt geregeld" vervangt; het bezigt niet de gebruikelijke en eenvoudigere formule, volgens welke het vroegere besluit wordt "opgeheven".

De tekst van het ontwerp wil doen uitkomen dat artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 toepassing dient te vinden.

2° De tweede volzin van het artikel voegt daar aan toe : "Het (ontworpen besluit) doet ... geen afbreuk aan Afdeling V van Hoofdstuk III van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut".

Die afdeling bestaat uit slechts één enkel artikel, artikel 13 dat een maatregel bevat tot aanpassing van het koninklijk besluit van 22 juli 1964.

De tweede volzin van artikel 19 van het ontwerp is onnodig en dient derhalve te vervallen.

Artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 stelt weliswaar dat "de bepalingen die de hiervoren (in § 1) genoemde besluiten mochten wijzigen, aanvullen of vervangen, van rechtswege toepassing vinden op de ambtenaren van de instellingen", maar dat geldt alleen "buiten de gevallen dat zij afbreuk doen aan bepalingen die het voorwerp zijn geweest van de in dit besluit bepaalde aanpassingsmaatregelen". De in artikel 13

.../...

van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 vervatte aanpassingsmaatregel zal dan ook blijven bestaan ondanks het feit dat het koninklijk besluit van 22 juli 1964 door het ontworpen besluit wordt vervangen. Voorts bevat het ontworpen besluit geen regel die in tegenspraak zou zijn met die van het bedoelde artikel 13.

+

Al strookt het door de Regering aangewende procédé met de geldende bepalingen, toch brengt het een anomalie teweeg in de inkleding van de teksten. Het koninklijk besluit van 8 januari 1973 zal immers uitsluitend verwijzen naar het koninklijk besluit van 22 juli 1964, terwijl dit laatste besluit door het ontworpen besluit zal zijn vervangen. Dat gemis van overeenstemming tussen de teksten kan verwarring stichten : beheersorganen van de instellingen van openbaar nut zouden uit het oog kunnen verliezen dat zij de nieuwe in het ontworpen besluit vervatte regels moeten toepassen.

Inhoudelijk mogen de bepalingen van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut niet worden gewijzigd dan volgens de regels die gelden voor het vaststellen van die regeling, met name volgens de regels bepaald in artikel 11 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en de aanvullende regels.

Het lijkt evenwel logisch ervan uit te gaan dat de Koning, zonder dat aan al die regels is voldaan, in de tekst van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 de wijzigingen kan aanbrengen die vereist zijn om hem aan te passen aan de wijzigingen die volgen uit de combinatie van artikel 3, § 2, van dat koninklijk besluit van 8 januari 1973 met een nieuw besluit dat in de plaats komt van een van de in paragraaf 1 van datzelfde artikel opgesomde besluiten. In dat geval gaat het om een aanpassing die alleen de vorm betreft.

.../...

Met het oog op een zodanige overeenstemming zou artikel 19 aangevuld en derhalve als volgt geredigeerd kunnen worden :

"Artikel 19.-

§ 1. Dit besluit vervangt het koninklijk besluit van 22 juli 1964 waarbij de toekenning van de toelage voor de uitoefening vanhhogere functies wordt geregeld.

§ 2. In het koninklijk besluit van 8 januari 1973 houdende bezoldigingsregeling van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut worden de volgende wijzigingen aangebracht :

"1° Artikel 3, § 1, 5°, wordt vervangen door de woorden : "koninklijk besluit van ... betreffende de uitoefening van een hoger ambt in de rijksbesturen".

2° Het opschrift van afdeling V van hoofdstuk III wordt vervangen door de volgende tekst : "Nadere regelen voor toepassing van de bepalingen betreffende de uitoefening van hogere ambten".

3° De inleidende volzin van artikel 13 wordt geschrapt".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

Ch. HUBERLANT, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
L. MATRAY, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

M. VAN GERREWEY.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. TAPIE.